



DECISION N° D-2024-0045

Objet : Demande de subvention auprès du programme S- axe vidéoprotection du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD)

Le Maire de Romainville,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2121-23 relatifs aux attributions exercées par le Maire de la commune ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020 n°20_07_05 accordant pour la durée du mandat délégation de compétences à Monsieur le Maire pour demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement dont le montant ne dépasse pas 500 000 € ;

Vu l'appel à projet du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) publié par la Préfecture de la Seine-Saint-Denis au titre de l'année 2024 et notamment le programme S et son volet vidéoprotection ;

Considérant la politique d'optimisation des financements extérieurs engagée par la municipalité ;

DECIDE

Article 1 : de solliciter auprès du programme S- volet vidéoprotection du Fond interministériel de prévention de la délinquance pour l'année 2024, le montant suivant 15 959€ pour renforcer le parc de vidéoprotection

Article 2 : D'inscrire les recettes correspondantes à l'exercice en cours du budget communal- chapitre 13- « Subvention d'investissement »

Article 3 : En application des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire (Mairie de Romainville – Place de la Laïcité – 93231 Romainville Cedex) ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL par voie postale (Tribunal administratif de Montreuil - 7, rue Catherine Puig – 93558 MONTREUIL Cedex) ou de façon dématérialisée par la voie de l'application « télerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois par voie postale ou dématérialisée.

Article 4 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité sur le fondement de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Fait à Romainville, le 06 mai 2024

François DECHY
Maire de Romainville

Pour le Maire et par délégation,
Brice de La Mettrie
Directeur Général des Services

